
Tendances conjoncturelles

Réseau économique régional de la BNS

Rapport des délégués aux relations avec l'économie régionale destiné à la Direction générale de la BNS pour l'examen trimestriel de la situation de septembre 2014

Troisième trimestre 2014

Les délégués de la BNS entretiennent des contacts réguliers avec des entreprises des divers secteurs de l'économie. Le présent rapport se fonde sur les entretiens menés durant les mois de juillet et d'août 2014 avec 175 chefs d'entreprise au sujet de la situation actuelle et future de leur entreprise et de l'économie en général. Les entreprises interrogées varient d'un trimestre à l'autre; elles reflètent la structure sectorielle de l'économie suisse selon la ventilation du PIB (hors agriculture et services publics).

Régions

Genève
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Vaud-Valais
Zurich

Délégués

Jean-Marc Falter
Martin Wyss
Walter Näf
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Urs Schönholzer
Aline Chabloz
Markus Zimmerli

Selon les résultats de l'enquête, la croissance de l'économie suisse s'est ralentie au troisième trimestre 2014. Elle a surtout été freinée par la demande intérieure. Les exportations continuent de croître à un rythme modéré. La pression exercée sur les marges s'est légèrement renforcée; dans l'ensemble, celles-ci restent quelque peu inférieures au niveau considéré comme habituel, notamment dans l'industrie.

Même si l'incertitude s'est accentuée en raison des risques géopolitiques et de certains développements politiques en Suisse dont les retombées sont difficiles à évaluer, les interlocuteurs continuent de se montrer prudemment optimistes dans l'évaluation des perspectives de progression des chiffres d'affaires en termes réels pour les prochains mois. Depuis le début de l'année, on constate néanmoins que cet optimisme s'est quelque peu atténué. D'une façon générale, les entreprises font toujours preuve de réserve tant au niveau des plans de recrutement que des plans d'investissement.

Industrie: affaiblissement de la dynamique

Dans l'industrie manufacturière, la marche des affaires a été moins dynamique qu'au trimestre précédent. Les chiffres d'affaires en termes réels ont augmenté dans environ 40% des entreprises (contre près de 50% au trimestre précédent).

Dans l'industrie des machines et des matières plastiques, l'activité a stagné. Parmi les branches qui continuent d'enregistrer une bonne marche des affaires figurent les producteurs de denrées alimentaires, la chimie, l'industrie pharmaceutique ainsi que les fabricants d'équipements électriques et d'instruments de précision.

La demande intérieure a quelque peu fléchi. Sur le plan des exportations, plusieurs régions jouent un rôle moteur, avec toutefois des différences selon les branches. Les Etats-Unis, les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ainsi que les pays d'Asie et d'Océanie font partie des débouchés affichant une dynamique attrayante. Pour ce qui est de l'Europe, la demande en provenance d'Allemagne et du Royaume-Uni, notamment, s'est maintenue à un bon niveau, même si elle a légèrement faibli en comparaison trimestrielle. Les impulsions venant d'Espagne se multiplient. Si l'on considère la répartition des exportations par branches, les constructeurs automobiles et les technologies médicales génèrent une demande toujours aussi vigoureuse.

Construction: ralentissement

Dans la construction, la dynamique s'est ralentie. Les chiffres d'affaires affichent toujours une hausse relativement marquée dans le bâtiment – en particulier dans la construction de logements – tandis qu'ils sont restés stables dans le génie civil et le second œuvre.

Services: stabilité

Dans les services, les chiffres d'affaires se sont plus ou moins maintenus au niveau enregistré le trimestre précédent. Ils ont été plus élevés pour un tiers des entreprises interrogées et ont stagné pour 45% d'entre elles.

La marche des affaires a été relativement dynamique dans les banques, les technologies de l'information, le secteur du voyage et dans certaines branches de l'hôtellerie. L'évolution favorable constatée dans l'hôtellerie est surtout attribuable aux hôtels urbains. Le tourisme d'affaires fournit des impulsions considérables. Le nombre de voyageurs en provenance des Etats-Unis et des pays arabes est élevé. Néanmoins, cette évolution positive s'explique en partie par la faiblesse de la marche des affaires au trimestre précédent.

Les transports, le commerce de détail et les restaurants font notamment partie des branches ayant enregistré des chiffres d'affaires inférieurs à ceux du trimestre précédent. Dans les régions de montagne, les conditions

météorologiques ont eu des répercussions fortement négatives sur le tourisme. Les représentants du commerce de détail sont toujours nombreux à souligner les conséquences notables du tournant structurel vers une augmentation de la part du commerce en ligne, tournant qui se traduit par une plus forte sensibilité aux prix de la part de la clientèle. Certains ont en outre évoqué une recrudescence du tourisme d'achat, due à l'assouplissement des conditions d'importation.

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION

Dans l'ensemble, les capacités de production sont légèrement sous-utilisées, mais de grandes disparités subsistent entre les secteurs.

Dans l'industrie manufacturière, les représentants de presque toutes les branches ont jugé l'utilisation des capacités globalement un peu plus faible qu'à l'accoutumée. Les entreprises disposent donc de réserves considérables pour réagir à un éventuel afflux de demande. Les représentants de l'industrie chimique et les fabricants d'instruments de précision indiquent une légère surutilisation de leurs capacités de production.

L'utilisation des capacités techniques dans la construction a été, dans l'ensemble, plutôt supérieure à la moyenne, ce qui s'explique surtout par un taux d'utilisation assez élevé dans le bâtiment et le génie civil. Les carnets de commandes restent bien remplis.

Dans le secteur des services, l'infrastructure – c'est-à-dire essentiellement les surfaces de bureaux et de vente ainsi que les capacités de transport – a été dans l'ensemble légèrement sous-utilisée. L'utilisation des capacités a été plutôt faible notamment dans les entreprises de transport, les restaurants, les agences de publicité et le commerce de détail. En ce qui concerne les remontées mécaniques, les conditions météorologiques défavorables ont eu un impact négatif sur les excursions à la journée. Le commerce de gros et les bureaux d'architectes et d'ingénieurs, en revanche, ont fait état d'un taux d'utilisation plutôt élevé. Dans le secteur financier, l'utilisation des capacités de production a été normale.

DEMANDE DE MAIN-D'ŒUVRE

Besoins en personnel toujours stables

Dans l'ensemble, les effectifs ont été conformes aux besoins; la demande de main-d'œuvre est donc restée inchangée, alors qu'elle avait enregistré une légère augmentation au trimestre précédent. Cette évolution traduit une prudence accrue. Des différences considérables subsistent d'une branche à l'autre quant à l'adéquation des effectifs. Les interlocuteurs n'ont pas évoqué de mesures de politique du personnel.

Dans l'industrie manufacturière, les effectifs ont été qualifiés de conformes aux besoins. Seuls le secteur des instruments de précision, l'industrie pharmaceutique et

l'industrie de la transformation des métaux ont signalé des effectifs un peu trop faibles.

Dans la construction, des représentants isolés du second œuvre ont mentionné des effectifs plutôt trop bas; ceux du bâtiment et du génie civil ont fait état d'effectifs appropriés, mais ont recouru à du personnel temporaire pour absorber les pics d'activité. Dans les services, les effectifs se sont avérés trop faibles pour certaines entreprises du secteur des technologies de l'information. Le commerce de détail enregistre un léger sureffectif.

Dans l'ensemble, les entreprises ont considéré que le recrutement a nécessité un peu plus d'efforts et de temps qu'à l'accoutumée, mais cela principalement en raison d'une légère aggravation du manque de personnel qualifié; les ingénieurs, les chimistes, les chefs de chantier et les artisans qualifiés comptent parmi les spécialistes les plus recherchés. De nombreuses entreprises continuent à recevoir un nombre élevé, voire très élevé, de candidatures spontanées, en particulier dans les régions frontalières. La proportion de demandeurs d'emploi correspondant au profil recherché s'avère très faible, et le temps consacré à la sélection des candidatures est en augmentation. Quelques entreprises ont constaté que l'origine géographique des frontaliers s'est encore élargie. Certaines catégories professionnelles sont cependant introuvables même dans les régions frontalières.

PRIX, MARGES ET SITUATION BÉNÉFICIAIRE

Marges légèrement réduites

Dans l'ensemble, les marges ont été jugées légèrement plus faibles que d'ordinaire par environ 45% des entreprises interrogées, tandis que 35% d'entre elles indiquent avoir réalisé des marges correspondant au niveau habituel.

Les représentants de presque toutes les branches de l'industrie manufacturière ont fait état de marges bénéficiaires plus modestes qu'à l'accoutumée. Cette évolution concerne surtout la métallurgie, l'industrie des machines, l'industrie des matières plastiques ainsi que les fabricants d'équipements électriques et d'appareils de précision. Dans l'industrie chimique et pharmaceutique, la situation a été jugée normale. Les entreprises industrielles s'attendent à des prix d'achat stables et à des prix de vente en légère baisse pour les prochains mois.

Dans la construction, les entrepreneurs interrogés ont signalé des marges normales dans l'ensemble. Elles ont été un peu plus confortables dans le second œuvre et légèrement inférieures à la moyenne dans le génie civil. Pour les mois à venir, les représentants de ces branches s'attendent à une stagnation des prix d'achat des matières premières et à une baisse des prix de la construction.

Dans les services, les entreprises ont de nouveau estimé leurs marges globalement plus faibles qu'à l'accoutumée. Les transports, la construction automobile, les

technologies de l'information, les banques et les bureaux d'architectes, notamment, ont été confrontés à des marges basses. De nombreux représentants des banques ont avancé les coûts de mise en œuvre des réglementations comme principale cause de cette évolution, en plus de la faiblesse persistante des taux d'intérêt. La marge d'intérêt a néanmoins légèrement augmenté. Le commerce de détail a enregistré des marges normales.

D'une manière générale, le thème des taux de change a été abordé un peu plus souvent par les interlocuteurs. Dans les trois secteurs, les entreprises continuent d'apprécier la stabilité du cours de change entre le franc et l'euro. Par contre, la dépréciation du yen et d'autres monnaies est une source de préoccupation pour les entrepreneurs exposés au risque de change sur ces monnaies.

PERSPECTIVES

Persistance d'un optimisme prudent

Bien qu'une légère accentuation de l'incertitude soit observée actuellement, les entreprises demeurent confiantes quant à la marche de leurs affaires au cours des prochains mois. Depuis le début de l'année, cet optimisme s'érode toutefois à vue d'œil. Dans toutes les branches à l'exception de l'hôtellerie, les entreprises escomptent une augmentation modérée des chiffres d'affaires dans les six mois à venir. Par contre, le secteur de la construction se prépare petit à petit à un ralentissement de l'activité.

Les plans d'embauche des interlocuteurs prévoient un très léger renforcement des effectifs pour cette même période. Cela concerne notamment le secteur de l'industrie, et plus précisément la chimie, la pharmacie, la métallurgie et la fabrication d'instruments de précision. Les plans d'investissement restent modestes eux aussi; pour les douze prochains mois, seule une hausse minime des dépenses est attendue, tant pour les investissements en biens d'équipement que pour les investissements en constructions.

Parmi les préoccupations majeures des interlocuteurs figurent toujours la possible altération des conditions générales en Suisse, qui fait suite à un grand nombre d'interventions et de développements politiques, la densité croissante des réglementations et l'augmentation de la bureaucratie. L'accentuation des risques géopolitiques tend également à renforcer l'incertitude actuelle.

INITIATIVE CONTRE L'IMMIGRATION DE MASSE: CONSÉQUENCES ET RÉACTIONS DES ENTREPRISES

Dans le cadre de l'enquête effectuée auprès des entreprises au troisième trimestre 2014, les délégués de la BNS aux relations avec l'économie régionale et leurs interlocuteurs ont approfondi le thème de l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse, comme au trimestre précédent. Les entrepreneurs ont évalué les implications de l'initiative pour leur propre entreprise et pour l'économie suisse en général.

D'après les réponses obtenues, l'incertitude a augmenté sensiblement pour les entreprises du fait de l'acceptation de l'initiative. Ainsi, elle s'est accentuée pour 43% des interlocuteurs, que ce soit légèrement (27%) ou fortement (16%), ce qui représente une légère progression par rapport au deuxième trimestre. Elle est restée inchangée pour 57% d'entre eux.

Etant donné que la mise en œuvre de l'initiative n'est pas encore claire, la grande majorité des entreprises n'a toutefois pas adopté de mesures d'emploi ou d'investissement jusqu'ici.

Les interlocuteurs qui prévoient un impact négatif pour leur entreprise appréhendent surtout un recrutement plus difficile. Ils redoutent en second lieu que la baisse de l'immigration n'entraîne une réduction de la base de clientèle. Les craintes d'une hausse des coûts salariaux, d'un accroissement des difficultés d'accès aux marchés et d'une augmentation des entraves à l'exportation de la part de l'UE ne sont pas non plus insignifiantes.

Un peu plus de la moitié des interlocuteurs estiment que l'acceptation de l'initiative aura à moyen et à long terme un impact économique négatif pour leur entreprise, et environ 70% tablent sur des conséquences négatives pour la Suisse dans son ensemble.

Editeur

Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale, CH-8022 Zurich

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Version imprimée

La version imprimée (exemplaires isolés ou abonnement) peut être obtenue gratuitement à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)44 631 32 84
Fax: +41 (0)44 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

La version imprimée du bulletin trimestriel paraît en langues française (ISSN 1423-3797) et allemande (ISSN 1423-3789).



Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en

français: www.snb.ch, Publications, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)
allemand: www.snb.ch, Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)
anglais: www.snb.ch, Publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)
italien (Tendances conjoncturelles): www.snb.ch, Pubblicazioni, Pubblicazioni economiche, Bollettino trimestrale

Internet

www.snb.ch

Droits d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2014